



Actualités OFS BFS Aktuell Attualità UST



21 Développement durable et disparités régionales et internationales

Neuchâtel, 12.2008

Monitoring du développement durable La Suisse dans un monde globalisé

Le mode de vie et le système économique en Suisse sont étroitement liés à ceux d'autres pays en raison des effets de la mondialisation. A l'aide d'indicateurs, il est possible de déterminer dans quelle mesure les interactions de la Suisse avec d'autres pays sont conformes au développement durable, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des ressources écologiques, économiques et sociales.

Le développement durable joue un rôle de plus en plus important à l'heure de la mondialisation et des effets positifs et négatifs de cette dernière. Le mode de vie dans les pays industrialisés, grands consommateurs de ressources, représente par exemple un problème de portée mondiale. On voit parallèlement que les conséquences du changement climatique touchent tout d'abord les plus pauvres. L'essor économique dans les pays émergents a souvent pour conséquence une aggravation des atteintes à l'environnement et des inégalités sociales. Au niveau mondial, l'accès aux ressources naturelles,

économiques et sociales est réparti de manière inégale. Le développement durable implique une prise de responsabilité pour y remédier, et passe notamment par le respect des principes de sauvegarde des ressources naturelles, de répartition équitable ou de lutte contre la pauvreté.

Où en est la Suisse?

Quelle est l'influence des flux de ressources?

La Suisse assume-t-elle ses responsabilités?

Le mode de vie en Suisse n'est pas conforme au développement durable, car nous utilisons davantage de ressources que la part à laquelle nous aurions droit en moyenne. Toutefois, les fonds envoyés par les migrants depuis la Suisse et les investissements hors de nos frontières augmentent et peuvent contribuer au développement durable à l'étranger (voir les graphiques 1-6 ci-après).

La Suisse prend de plus en plus conscience de ses responsabilités face à la mondialisation. Si les dépenses de la Suisse pour l'aide au développement stagnent, on peut cependant relever que la Suisse a supprimé des droits de douanes sur des importations provenant de pays en développement, que les consommateurs en Suisse achètent de plus en plus de produits provenant du commerce équitable et que la Suisse est partie prenante d'un nombre croissant d'accords multilatéraux (voir les graphiques 7-10 ci-après).



Une sélection d'indicateurs tirés du monitoring du développement durable (MONET) montre les évolutions positives et négatives en Suisse dans la perspective d'un développement durable à l'échelle mondiale.

Quelle est l'influence des flux de ressources et des flux financiers?

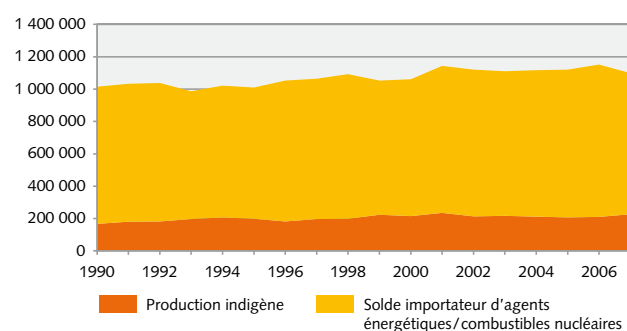
La consommation d'énergie s'accroît et reste fortement tributaire des importations

La dépendance énergétique de la Suisse est importante: quelque 80% des besoins énergétiques du pays sont couverts par des importations. Celles-ci se composent d'énergies fossiles et de combustibles nucléaires, donc d'énergies non renouvelables.

La demande mondiale en énergie continue d'augmenter. La sécurité de l'accès aux ressources énergétiques est un facteur essentiel des stratégies géopolitiques et représente une source de conflits potentiels.

G1 Dépendance énergétique

Production indigène d'agents énergétiques primaires et importations (solde importateur d'agents énergétiques et combustibles nucléaires), en térajoules



Source: Office fédéral de l'énergie

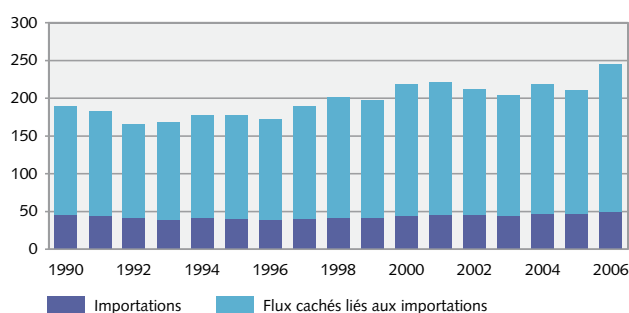
© OFS

La Suisse déplace l'utilisation et la pollution de l'environnement à l'étranger

L'empreinte matérielle des importations (ou flux cachés) se compose des matières qui sont utilisées dans les pays exportateurs pour produire et transporter les biens et matériaux importés en Suisse. Les flux cachés liés aux importations en Suisse augmentent plus fortement que les importations: il y a donc ici un déplacement à l'étranger des atteintes à l'environnement causées par notre mode vie. Cette hausse peut s'expliquer en partie par la tendance croissante à importer des produits finis.

G2 Empreinte matérielle des importations

Importations en Suisse et flux cachés liés aux importations, en millions de tonnes



Source: Office fédéral de la statistique

© OFS

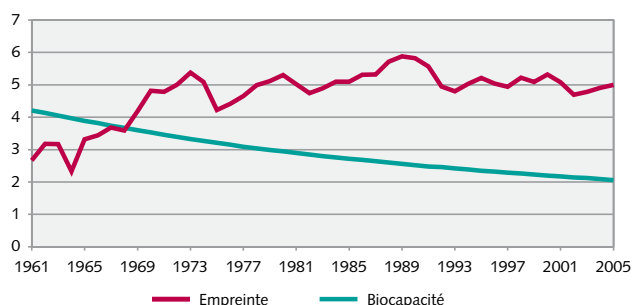
La Suisse consomme plus de deux fois la part de prestations environnementales et de ressources qui lui revient

L'empreinte écologique montre l'intensité des utilisations de la nature et des charges exercées sur cette dernière, comme la culture des champs ou la consommation d'énergie et de bois. Depuis la fin des années 1960, l'empreinte écologique de la Suisse est plus grande que la part de la biocapacité mondiale qui lui revient, à savoir la capacité de la nature à produire des matières premières et à neutraliser les polluants.

Considéré globalement, le développement économique engendre une utilisation accrue de l'environnement et des ressources, autrement dit: plus le revenu national d'un pays est élevé, plus l'empreinte écologique de ce dernier est grande.

G3 Empreinte écologique

Empreinte écologique de la Suisse et biocapacité mondiale, en hectares globaux par personne



Source: Global Footprint Network

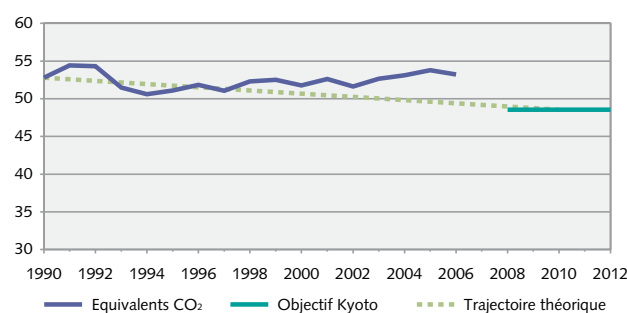
© OFS

Les émissions de gaz à effet de serre sont stables

Dans le cadre du Protocole de Kyoto de l'ONU, la Suisse s'est engagée à abaisser, dans la période allant de 2008 à 2012, ses émissions de gaz à effet de serre de 8% par rapport à leur niveau de 1990. En comparaison internationale, les émissions de gaz à effet de serre par habitant en Suisse se situent en dessous de la moyenne des pays industrialisés, mais bien au dessus de la moyenne mondiale. Les régions les plus pauvres du monde sont celles qui émettent le moins de CO₂. Et pourtant, elles sont particulièrement atteintes par les effets des changements climatiques: Elles ne disposent en effet souvent pas des moyens nécessaires pour faire face aux nouvelles conditions induites par le changement climatique.

G4 Emissions de gaz à effet de serre

Equivalents CO₂, en millions de tonnes
Trajectoire et objectif Kyoto pour 2008-2012



Source: Office fédéral de l'environnement

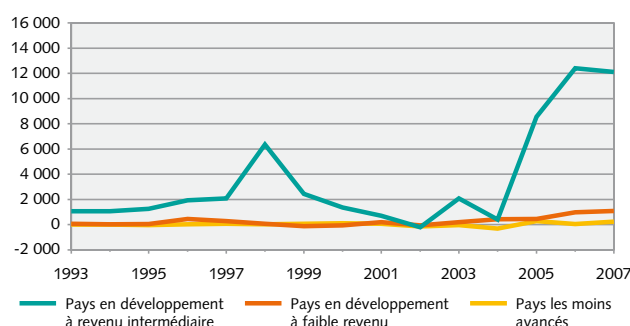
© OFS

Les investissements directs dans les pays en développement tendent à augmenter +

Les investissements directs étrangers (IDE) visent à établir une relation stratégique à long terme avec des entreprises à l'étranger. Les IDE favorisent ainsi le transfert de technologie et la création de places de travail dans les pays où vont ces investissements. Les entreprises suisses investissent surtout dans des entreprises situées dans des pays industrialisés et en revanche bien moins dans les pays les plus pauvres. Il reste qu'en 2007, les IDE de la Suisse dans des pays en développement ont atteint une somme près de sept fois supérieure à celle de l'aide suisse au développement.

G5 Investissements directs dans les pays en développement

Exportations de capitaux suisses selon les catégories de revenu des pays, en millions de francs



Groupement des pays selon l'OCDE/DAC
2007: valeurs provisoires

Source: Banque nationale suisse

© OFS

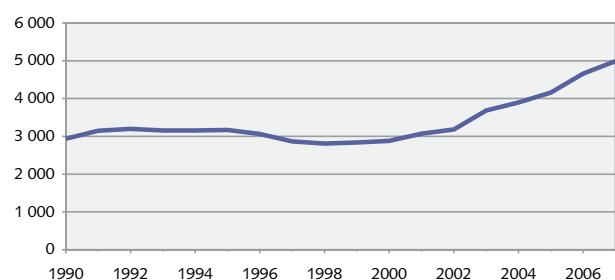
Les fonds envoyés par des migrants dans leur pays d'origine s'accroissent +

Les fonds envoyés par des migrants dans leur pays d'origine représentent une importante contribution à la lutte contre la pauvreté et sont utilisés principalement pour couvrir les besoins existentiels. Ils sont aussi, mais moins souvent, investis dans la santé, la formation, l'habitat, l'agriculture et les petites entreprises.

Ce soutien financier privé forme globalement le deuxième plus important flux financier après les investissements directs dans les pays en développement.

G6 Fonds envoyés par des migrants

Somme des fonds envoyés par des migrants travaillant en Suisse dans leur pays d'origine, en millions de francs



Source: Banque mondiale

© OFS

La Suisse assume-t-elle ses responsabilités?

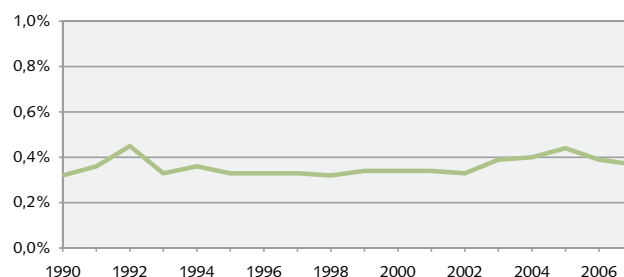
Les dépenses pour l'aide au développement stagnent ≈

Les priorités thématiques et géographiques de la coopération au développement évoluent sans cesse, en raison par exemple de la globalisation, du changement climatique ou de nouveaux conflits.

Depuis 1990, l'aide publique de la Suisse au développement atteint en moyenne 0,36% du revenu national brut. La contribution de la Suisse est ainsi inférieure à l'objectif de 0,7% fixé par l'ONU. En termes absolus, l'aide publique au développement de la Suisse se montait à 2'020,5 millions de francs en 2007.

G7 Aide publique au développement

APD de la Suisse par rapport au revenu national brut au prix du marché (précédemment produit national brut)



2005, 2006: valeurs provisoires, 2007: estimation

Sources: Direction du développement et de la coopération, Secrétariat d'Etat à l'économie

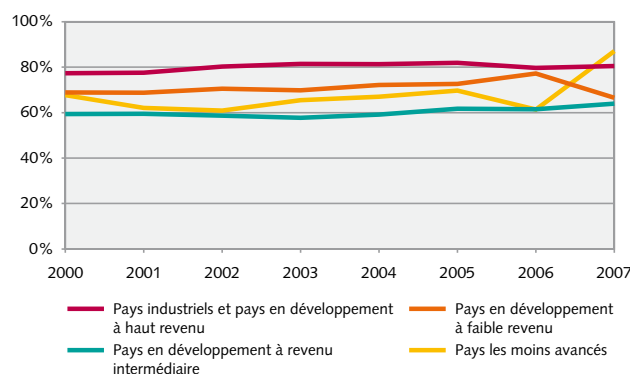
© OFS

Les importations en franchise provenant de pays en développement s'accroissent +

L'ordonnance fédérale fixant les droits de douane préférentiels en faveur des pays en développement est entrée en vigueur en avril 2007. En vertu de cette ordonnance, les importations provenant des pays les moins avancés sont exemptes de droits de douane. Pour d'autres pays en développement, les droits de douane sont supprimés ou abaissés selon les marchandises importées en Suisse. Des limitations sont encore imposées dans les secteurs agricole et textile, bien que ces derniers soient souvent les principaux secteurs d'activité des pays en développement.

G8 Importations en franchise des pays en développement

Part des importations exemptes de droits de douane dans la valeur totale des importations en Suisse selon les catégories de revenu des pays



Groupement des pays selon l'OCDE/DAC

Source: Administration fédérale des douanes

© OFS

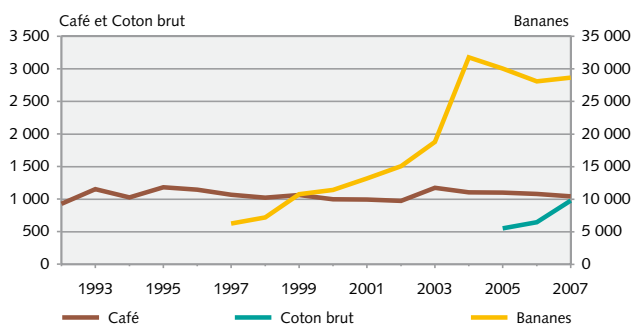
La consommation de produits du commerce équitable progresse +

Les labels du commerce équitable mettent en valeur des produits qui sont produits dans des conditions de travail dignes et de manière respectueuse de l'environnement. Les producteurs et les petits paysans obtiennent des prix équitables et stables pour leurs marchandises. Les personnes employées ont une source de revenu sûre. Les relations commerciales à long terme offrent une certaine sécurité et permettent de réaliser des investissements.

En Suisse, les consommateurs sont de plus en plus nombreux à acheter des produits du commerce équitable. Les certifications de ce type prennent donc de l'importance comme argument de vente.

G9 Commerce équitable

Vente de produits certifiés Max Havelaar en Suisse, en tonnes



Source: Fondation Max Havelaar (Suisse)

© OFS

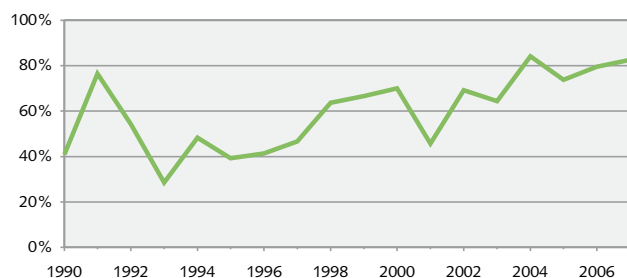
Un nombre croissant de traités multilatéraux entrent en vigueur +

La gouvernance multilatérale contribue au règlement de problèmes globaux. Elle s'appuie sur des traités conclus au niveau international et qui sont ensuite ratifiés et mis en œuvre par les différents Etats. Cet indicateur montre dans quelle mesure la Suisse assume ses responsabilités dans la mise en œuvre de ces accords.

La Suisse s'engage notamment pour le renforcement du programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) en tant que pilier central du système international de protection de l'environnement. Ces dernières décennies, la Suisse a ratifié les principaux traités portant sur la protection des droits humains.

G10 Traités multilatéraux

Part des traités multilatéraux signés et entrés en vigueur en Suisse



Source: Département fédéral des affaires étrangères

© OFS

Quelle direction le développement durable doit-il prendre dans une perspective globale?

Le développement durable dans un monde globalisé

Sur la base des postulats du développement durable, de la stratégie du développement durable 2008–2011 de la Confédération et des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU, les principaux axes d'action de la Suisse à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières se définissent comme suit:

- ➔ lutter contre le **réchauffement climatique global**, diminuer la **consommation d'énergie** et promouvoir les énergies renouvelables
- ➔ utiliser les **ressources naturelles** de manière durable et permettre un accès équitable à ces dernières
- ➔ réorienter les **modes de production** et de **consommation** vers le développement durable
- ➔ poursuivre le développement d'un **système commercial et financier** ouvert, réglementé et non discriminatoire
- ➔ assurer un accès équitable aux **ressources sociales et économiques**, en particulier le revenu, la formation et la santé
- ➔ intensifier les contributions à la **lutte mondiale contre la pauvreté** et à la **promotion de la paix**, et augmenter leur efficacité
- ➔ renforcer la **gouvernance multilatérale**, en particulier les réglementations mondiales relatives à l'environnement et aux aspects sociaux
- ➔ améliorer l'**intégration** de tous les groupes de population et promouvoir l'**égalité** entre femmes et hommes

Projet «MONETglobo»

Le monitoring du développement durable (MONET) a été complété par des indicateurs de développement durable pertinents à l'échelle globale dans le cadre d'un projet commun de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et de l'Office fédéral de la statistique. Les nouveaux indicateurs mesurent des interactions de la Suisse avec d'autres pays.

Autres informations sur Internet

Indicateurs de la dimension globale, autres indicateurs MONET, postulats:

www.monet.admin.ch

Stratégie pour le développement durable: lignes directrices et plan d'action 2008–2011:

www.are.admin.ch/developpementdurable → Confédération

Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU:

www.un.org/millenniumgoals

Direction du développement et de la coopération (DDC): www.ddc.admin.ch

Impressum

Editeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Conception, rédaction: Jana Wachtli

Layout: OFS, Section DIAM, Prépresse/Print

Traductions: Services linguistiques OFS, **langues:** disponible comme fichier pdf ou sous forme imprimée en allemand, en français, en italien et en anglais

Photos: SECO, DDC, Max Havelaar

Renseignements: Office fédéral de la statistique, section Environnement, développement durable, agriculture, analyses spatiales, Jana Wachtli, tél. 032 713 67 45. E-mail: monet@bfs.admin.ch

Commandes: N° de commande: 1023-0800, gratuit

Tél.: 032 713 60 60. E-mail: order@bfs.admin.ch, Fax: 032 713 60 61